

MORALISATION DE LA VIE POLITIQUE

« La transparence permet le respect »



Allocution du président de la République, le 10 avril 2013



François Hollande à Tulle, le 6 avril 2013

L'AGENDA

13 avril

▶ Conseil national sur l'Europe

18 avril

▶ Ateliers du changement à Grenoble

24 avril

▶ Ateliers du changement à Évry



L'info en continu

Harlem Désir, 8/04/13

Référendum

« La crise morale que nous connaissons, après l'affaire de Jérôme Cahuzac, qui a écœuré les citoyens, et au premier rang d'entre eux, les militants socialistes parce qu'il était membre de notre parti, appelle des réponses fortes, mais elle appelle des réponses qui permettent d'instaurer la moralisation de la vie publique, et la confiance entre les citoyens et les institutions. Il ne s'agit pas maintenant, de lancer des rumeurs à chaque journée.

Des mesures vont être présentées très rapidement, par le président de la République et par le gouvernement. Je souhaite un consensus républicain, un rassemblement républicain, le plus large. Mais rien, ne doit bloquer la nécessité de ces réformes. Et puisqu'il y a une crise de confiance, entre les citoyens et leurs élus, le mieux ce serait de saisir les citoyens. »

David Assouline, 8/04/13

Confusion

« Jean-Luc Mélenchon a tort de jouer sur la confusion ambiante, sur le trouble, non pas pour éclairer mais pour mettre tous le monde dans le même sac et même miser sur notre échec. Car à l'évidence la confusion et le désarroi ne lui profitent pas, mais vont dans le sens de ceux qui veulent moins de démocratie comme le FN, loin des projets de VI^e République. Il est probablement nécessaire que les forces politiques qui soutiennent le gouvernement de la majorité présidentielle se rencontrent et essaient aussi d'avancer ensemble autour d'un certain nombre de propositions ».

VIE DU PARTI

« Aller au bout de la rénovation de la vie politique »



Dans cette période difficile que vit le Parti socialiste, Harlem Désir avait choisi d'aller saluer personnellement les nouveaux adhérents de la fédération de Haute-Vienne à Limoges le week-end dernier. Une cérémonie de remise des cartes toute particulière pour ces nouveaux arrivants. Après avoir affirmé que « L'écœurement ne devait jamais l'emporter sur l'engagement » référence faite à l'affaire Cahuzac qui a secoué la semaine politique, le Premier secrétaire a assuré les militants de sa détermination à « tenir la barre quand le Parti socialiste traverse une tempête ».

Revenant sur l'intervention de François Hollande,

Harlem Désir s'est dit « fier d'avoir un président responsable devant les Français et ambitieux pour la France, qui rassemble, qui apaise mais qui en même temps avec une détermination absolue met en œuvre les réformes attendues par les Français ». Revenant sur le rôle du parti en cette période de pouvoir, Harlem Désir s'est clairement posé à l'avant-garde des réformes notamment en matière de moralisation de la vie politique, proposant notamment la tenue d'un référendum : « Je crois que les Français peuvent être saisis pour nous permettre d'aller jusqu'au bout de la nécessaire rénovation de la vie politique, sur le non-cumul des mandats, sur l'indépendance de la justice, sur la publication et le contrôle du patrimoine des élus qui doit être renforcé, sur l'incompatibilité d'un mandat parlementaire et des activités privées, des activités de lobbying qui n'ont rien à faire dans la République. »

BUREAU NATIONAL

Paradis fiscaux

Le Parti socialiste appelle à la lutte la plus déterminée contre les paradis fiscaux, ces espaces d'opacité financière, de fuite des capitaux, mais aussi de dérive criminelle. Ce sont aujourd'hui près de 12 000 milliards d'euros qui dorment dans ces trous noirs de la finance. Au moins 40 milliards d'euros fuient la France chaque année pour y trouver refuge. L'argent des paradis fiscaux représente une perte énorme pour les finances publiques des pays européens : en manquant aux caisses de l'État, cet argent échappe au financement de notre modèle social et de nos services publics alors qu'il s'agit de ressources amassées grâce aux atouts de notre pays, de ses salariés, de ses entrepreneurs, de ses territoires. L'évasion fiscale affaiblit l'État social et porte atteinte au pacte démocratique. Mais l'argent qui circule dans les paradis fiscaux,

c'est aussi l'argent de la spéculation sans règle ni frein, qui a conduit à la crise de 2008 et plongé l'Europe dans la récession économique et la régression sociale. Les paradis fiscaux ne sont pas simplement une anomalie du système financier mondial, ils sont aujourd'hui un de ses rouages essentiels. Ces territoires d'impunité financière abritent la criminalité en col blanc couplée à la criminalité la plus barbare. Face à des gouvernements ultra-libéraux et conservateurs qui restent inactifs face à la finance folle, et qui favorisent les puissances de l'argent, c'est à nous, socialistes et sociaux-démocrates européens, de promouvoir des mesures ambitieuses et de nous donner les moyens – humains, technologiques et juridiques – de les mettre en œuvre, pour porter un coup d'arrêt à ces repaires criminels. C'est avec cet objectif que nous nous sommes mobilisés pour la loi bancaire

qui fait de la France le premier pays exigeant de ses banques la transparence, par pays, sur leurs activités.

Nous ne pouvons tolérer plus longtemps ni les paradis fiscaux ni la fraude fiscale. Seules de telles mesures audacieuses, portées par une volonté politique forte, permettront d'en venir à bout.

Exclusion de Jérôme Cahuzac

« Au regard de ses actes inacceptables pour un élu de la République et un membre du gouvernement, la détention de compte dissimulé à l'étranger pour frauder le fisc, et de ses mensonges au président de la République, à la représentation nationale et aux Français, Jérôme Cahuzac a porté gravement préjudice au Parti socialiste, et à ses principes. Le Bureau national du PS a prononcé mardi 9 avril son exclusion du Parti socialiste. »

UNIVERSITÉ PERMANENTE



Les 5-6-7 avril derniers, s'est tenue la deuxième session de l'Université permanente du PS, réunissant 120 stagiaires de toute la France à Solférino, sur le thème de la bataille culturelle, animée par Delphine Mayrargue et Frédéric Léveillé avec les Jeunes socialistes. Le vendredi soir, Jean-Laurent Lastelle est intervenu sur l'importance du vocabulaire en politique et la nécessité d'être précis dans le choix des mots qui défendent aussi une idéologie. Le samedi, en ateliers, les stagiaires ont reçu une formation sur l'argumentation politique. Le dimanche matin, Guillaume Bachelay, Jean-Yves Camus, Sarah Proust, Jade Dousselin, Thierry Marchal-Beck se sont exprimés sur le thème comprendre et combattre l'extrême droite.

Moralisation de la vie politique

Dans son allocution du mercredi 3 avril, François Hollande s'est montré inflexible et décidé, la République exemplaire qu'il a voulue est en marche, elle se fera quoiqu'il en coûte. Une semaine plus tard, à la sortie du conseil des ministres, le chef de l'État a tenu, lui-même, à venir détailler les mesures que le gouvernement entend prendre pour moraliser la vie politique. Parallèlement au renforcement de l'indépendance de la justice et de la préservation de l'indépendance de la presse, qui ont notamment mis au jour l'affaire Cahuzac, François Hollande a annoncé la création d'un office central de lutte contre la fraude et la corruption, d'une Haute autorité indépendante pour contrôler les déclarations de patrimoine et d'intérêt des membres du gouvernement, des parlementaires, des responsables de grands exécutifs locaux et des dirigeants des grandes administrations. Ces déclarations seront publiques dès le 15 avril pour les ministres, à l'adoption de la loi pour les parlementaires. Pour renforcer la lutte contre la grande délinquance économique et financière un parquet financier verra le jour avec un procureur spécialisé.

Les sanctions contre ceux qui auraient joué double jeu bancaire seront renforcées, entre l'inéligibilité temporaire et définitive. Il s'agit également d'étendre l'interdiction de cumuler un mandat avec certaines autres activités professionnelles pour éviter les conflits d'intérêt. L'attention du gouvernement s'est également portée sur les paradis fiscaux: les banques françaises se verront ainsi obligées de rendre publique la liste de leurs filiales à l'étranger. Le président de la République souhaite également qu'un échange d'informations sur le patrimoine des Français à l'étranger et des étrangers en France se mette en place pour mettre un terme aux dissimulations. De même, une liste des paradis fiscaux sera élaborée.

Un projet de loi regroupant ces annonces sera présenté en conseil des ministres le 24 avril prochain en vue d'une adoption avant l'été. « J'appelle toutes les formations républicaines représentées au Parlement, a commenté Harlem Désir, à se rassembler autour de ce projet de loi et à dépasser les clivages partisans pour permettre son adoption la plus large et la plus rapide, indispensable pour bâtir une République exemplaire ».

REPORTAGE

L'innovation contre le déclin

C'est une entreprise coincée entre une grande route et une voie de chemin de fer. Assez peu d'espace finalement et pourtant, c'est une entreprise qui a su se développer, innover et coller au plus près des évolutions du secteur de l'aéronautique pour toujours renouveler son carnet de commandes. L'usine TLD de Montlouis-sur-Loire est leader sur la fabrication des petits tracteurs d'aéroport, ces machines avec une énorme force sous le capot ramènent les avions à leur point de stationnement sur les aéroports. En visite en Inde-et-Loire chez TLD et chez STMicroelectronics, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique et Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont à nouveau pu prendre la mesure des capacités de l'industrie française et de sa force d'innovation. Les ouvriers de TLD ont ainsi fièrement présenté au Premier ministre le Taxibot, un tracteur d'aéroport qui permet une économie de kérosène majeure et qui, malgré un prix d'achat élevé est rentabilisée dès la première année d'utilisation. Cette invention sera notamment utilisée par la Lufthansa cet été avant de passer à une phase de commercialisation plus large.

« L'innovation, a rappelé Jean-Marc Ayrault, c'est le mouvement même de l'esprit humain, et c'est l'instrument du progrès des nations. Une société qui renoncerait à inventer et à se renouveler serait condamnée, non seulement à la stagnation, mais au déclin ». Pour enrayer la stagnation et éviter ainsi le déclin, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures incluses dans le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi il y a six mois, Jean-Marc Ayrault a annoncé qu'un premier bilan de ces

35 mesures allait être réalisé. Le gouvernement a aussi mis les moyens pour accompagner l'innovation. Pour stimuler la créativité des entreprises dans les secteurs stratégiques, une enveloppe de 150 millions d'euros a ainsi été prélevée sur le programme des investissements d'avenir, enveloppe complétée par des financements privés. « L'innovation technologique et industrielle est l'un des moyens pour notre pays de sortir de la crise où il est plongé » a commenté Jean-Marc Ayrault. Enfin, lors de ce déplacement, il a annoncé la création de la commission Innovation 2030, composée de scientifiques, d'entrepreneurs et d'économistes, et présidée par Anne Lauvergeon. Cette commission aura pour mission de réfléchir à la manière dont la France doit se préparer, sur le plan technologique et industriel, à répondre aux nouveaux besoins qui naîtront des évolutions de nos modes de vie et de consommation mais aussi des impératifs écologiques. « L'innovation est l'un des principaux instruments du progrès humain et social, a défini Jean-Marc Ayrault, elle mérite donc d'être stimulée par une politique forte et ambitieuse. Le gouvernement en a posé les premières pierres, il nous reste à la construire ensemble. » TLD avec ses tracteurs, STMicroelectronics avec ses micro-batteries y prennent leur part.



Benoît Hamon, 8/04/13

Évasion

« On a un système aujourd'hui qui encourage l'évasion fiscale et la fraude fiscale, on a même une industrie de l'évasion fiscale qui organise sous prétexte de cabinets d'optimisation fiscale le fait qu'on vous propose d'aller payer vos impôts ailleurs. Où trouve-t-on des paradis fiscaux ? Au cœur de l'Europe ! Où trouve-t-on des pays qui pratiquent le secret bancaire ? En Autriche, au Luxembourg, au cœur de l'Europe ! On trouve-t-on des politiques de dumping fiscal qui encouragent à aller payer les impôts ailleurs ? Au cœur de l'Europe ! On a d'un côté des politiques d'austérité, où on réclame des efforts à tous, et, en même temps, une industrie qui organise l'évasion et la fraude fiscale, si cette question n'est pas posée rapidement au cœur du débat européen, nous serons, à bien des égards, passés à côté de l'opportunité que nous offre cette crise politique et morale de changer les règles du jeu. »

Dominique Bertinotti, 8/04/13

Évolution

« Il y a d'une façon générale à redonner l'idée que la politique ça sert à quelque chose, que ça peut faire évoluer le quotidien des gens, que ça peut aider à résoudre la crise, et comme en plus nous sommes dans une période très dure, économiquement et où il est urgent et nécessaire là aussi de prendre des mesures qui ne sont pas forcément des mesures qui sont populaires, on a la conjonction de deux facteurs... C'est ça ! Il faut absolument redonner l'idée que la politique peut encore avoir une marge de manœuvre sur la vie de tous les jours. »

**BANQUE
PUBLIQUE
D'INVESTISSEMENT**

**CRÉDIT IMPÔT
COMPÉTITIVITÉ
EMPLOI**



**POUR L'EMPLOI
LA GAUCHE AGIT**

parti-socialiste.fr/adherez